

**« Centrales Villageoises Portes du Vercors »**

**Société par actions simplifiée à capital variable**

**Au capital de 2000 euros**

**Siège social : Mairie, 22 Place de L'Eglise ,38680 Saint-Just-de-Claix**

**RCS de Grenoble**

## **STATUTS**

## **Les soussignés**

Biard Jean Louis, né le 01/09/1958 à Lyon 6<sup>ème</sup>, marié, de nationalité française et demeurant à les Amours 267 Chemin Font Caborne, 3816 Saint Verand

Blanquet Christian né le 14/11/1951 à Paris 15<sup>ème</sup>, Pacsé, de nationalité française et demeurant 17 rue de Bonne, 3800 Grenoble

Clot Elisabeth, née le 13/02/1963 à Saint Marcellin 38, Divorcée, de nationalité française et demeurant 553 route de l'Uzelière 38160 Saint romans.

Jacques Dominique, né le 31/05/1949, à Paris 15<sup>ème</sup>, Marié, de nationalité française et demeurant à Montée de l'Enchère 38680 Saint André en Royans

Martinez Patrick, né le 23/04/1964 à Voiron, Célibataire, de nationalité française et demeurant aux 15 chemins de la Bergette 38680 Saint André en Royans

Ogier Jean Louis, né le 10/06/1963 à Grenoble, Marié, de nationalité française et demeurant aux 5 rue des Cyprès, 38160 Saint Verand

Régnier Jacques, né le 01/10/1954 à Saint Jean en Royans, Divorcé, de nationalité française et demeurant aux 35 rue du Petit Pont 38680 Saint Just de Claix

Reynaud Dominique, née le 23/05/1957 à Saint-Vallier-sur-Rhône, Divorcée, de nationalité française et demeurant aux 10 impasse du ruisseau le Sert 26190 Saint Jean en Royans

Sajot Christophe, né le 24/10/1967 à Vierzon, Divorcé, de nationalité française et demeurant à la Résidence Moucherolle 1 rue Léon Lambert 38160 Saint Marcellin

## **Et les sous nommés**

Clément Ségolène, née le 16/12/1974 à Saumur, Célibataire, de nationalité française et demeurant à la Bachassonne 38160 Chevières

Daccord Alain, né le 26/12/1948 Le MANS 72, Pacsé, de nationalité française et demeurant 3 rue Pierre et Marie Curie 38000 Tullins

Febvre Benjamin, né le 29/04/1984 à Versailles, Célibataire, de nationalité française et demeurant au 696 Grande Rue 38470 Varacieux

Gailledrat Cécile, née le 24/02/1989 à Auxerre, Célibataire, de nationalité française et demeurant à Les Arnaux 38680 Saint André en Royans

Jacotot Lionel, né le 26/11/1959 à Dijon, Marié, de nationalité française et demeurant à Le Vivier 38160 Murinais

Leclerc Nicolas, né le 15/02/1973 à Lille, Marié, de nationalité française et demeurant aux 2139 rue de l'Isère 38680 Saint Just de Claix

Potié Jean Claude, né le 01/02/1945 à Paris 15<sup>ème</sup>, Marié, de nationalité française et demeurant aux 9 chemin du Pont 38160 Izeron

Vincent Monique, née le 30/05/1955 à Valence, Mariée, de nationalité française et demeurant aux 90 Lot le Maugiron le Mollard 38160 Saint Marcellin

Ayant donné pouvoir à M. Régnier Jacques pour la signature des statuts

**Et le sous nommé**

Leprince Claire, née le 14/03/1959 à Compiègne, Mariée, de nationalité française et demeurant aux 410 Chemin de la Grue 26190 Saint Martin le Colonel

Ayant donné pouvoir à Mme. Reynaud Dominique pour la signature des statuts

**Et la sous nommée**

Bonneton Michèle, née le 15/07/1947 à Tullins, Veuve Caillat, de nationalité française et demeurant à 250 Chemin Ville, 38470 Chantesse

Ayant donné pouvoir à M. Blanquet Christian pour la signature des statuts

**Et la sous nommée**

Pucel Odile, née le 02/12/1959 à Montreuil, Célibataire, de nationalité française et demeurant aux 645 chemin de Catelle et Corin au Moulin 38160 Chevrières

Ayant donné pouvoir à M. Ogier Jean Louis pour la signature des statuts

**Ci-après dénommés les « associés » ou les « actionnaires » fondateurs**

**Ont préalablement exposé ce qui suit :**

## Préambule

La SAS Centrales villageoises Portes du Vercors s'inscrit dans le programme de développement des centrales villageoises initié en Rhône-Alpes avec le soutien de l'Europe et de la Région, soutenu par la Fédération Nationale des Parcs naturels régionaux et Rhônalpénergie-Environnement.

La SAS Centrales villageoises Portes du Vercors s'inscrit dans les enjeux du Parc naturel régional du Vercors et concourt à ses objectifs ainsi qu'à ceux du Pays Sud Grésivaudan dans le cadre de leur politique de développement durable et de la démarche TEPOS (Territoire à énergie positive). Les présents statuts s'appuient sur les valeurs partagées par toutes les Sociétés portant des projets de centrales villageoises.

Les Centrales villageoises s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergies et particulièrement de celles basées sur les énergies fossiles productrices de gaz à effet de serre. Elles concourent à un développement massif des énergies renouvelables qui s'inscrit dans une démarche territoriale et participative.

La société respecte au travers de l'ensemble de ses activités les valeurs définies dans la charte du Parc naturel régional du Vercors à la date de la création de la société et les objectifs inscrits dans les démarches TEPOS des territoires d'orientation.

Elle s'engage notamment à :

œuvrer au maximum avec les élus pour une concertation et une co-construction des projets avec les habitants et acteurs du territoire,  
respecter les patrimoines paysager, urbanistique, architectural, social qui constituent les fondements du Parc et contribuer à une perception positive de son évolution par les habitants et usagers du territoire,  
rechercher en priorité à conforter le développement local et concourir à la création de richesse pour ses habitants et ses entreprises,  
contribuer à travers ses actions au renforcement des liens sociaux sur le territoire et à la mise en valeur de ses qualités

La société s'engage à respecter la charte des Centrales villageoises éditée par le comité de pilotage des Centrales villageoises

Ceci exposé, les soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont convenu de constituer.

# **TITRE I**

## **CONSTITUTION - DENOMINATION - OBJET - DUREE - SIEGE**

### **Article 1<sup>er</sup> \_ Forme**

Les soussignés créent une société par actions simplifiée à capital variable, régie par :

- le livre II du Code de commerce et plus particulièrement les articles L231-1 et suivants relatifs aux sociétés à capital variable et les articles L227-1 à L227-20 relatifs aux sociétés par actions simplifiée.
- les présents statuts

### **Article 2 \_ Dénomination**

La dénomination sociale de la société est : « **Centrales Villageoises Portes du Vercors** »

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « S.A.S. à capital variable », et de l'énonciation du montant du capital social.

### **Article 3 \_ Objet social**

La société a pour objet :

- l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable, la vente d'électricité, de chaleur ou de froid et de tout produit issu de cette exploitation
- le développement et la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergies
- des prestations de services pour mettre en œuvre toute opération d'économies d'énergies, audit... création, acquisition de locaux ou d'appareils...
- toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

La société **Centrales Villageoises Portes du Vercors** ne peut réaliser d'investissements mobiliers ou immobiliers que sur le territoire constitué par les communes de : Auberives-en-Royans, Beauvoir, Bessins, Bouvante, Chatelus, Chatte, Chevrières, Choranche, Echevis, Izeron, La Motte-Fanjas, La Sône, Murinais, Oriol-en-Royans, Pont-en-Royans, Presles, Rochechinard, Saint-Pierre-de-Chérennes, Saint-André-en-Royans, Saint-Appolinard, Sainte-Eulalie-en-Royans, Saint-Hilaire-du-Rosier, Saint-Jean-en-Royans, Saint-Just-de-Claix, Saint-Marcellin, Saint-Nazaire-en-Royans, Saint-Laurent-en-Royans, Saint-Martin-le-Colonel, Saint-Romans, Saint-Sauveur, Saint-Thomas-en-Royans, Saint-Verand, Têche.

#### **Article 4 \_ Durée**

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée (Cf. TITRE VII).

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des voix.

#### **Article 5 \_ Siège social**

Le siège de la société est fixé : MAIRIE, 22 Place de L'Eglise, 38680, Saint-Just-de-Claix  
Il peut être transféré en tout endroit, dans la limite du périmètre du territoire, par décision du Conseil de gestion.

## **TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

#### **Article 6 \_ Apports**

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de 2000 euros correspondant à 20 actions de numéraire, d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, souscrites et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 29 Juin 2016 par la Banque Crédit Agricole du Sud Est, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

#### **Article 7 \_ Capital social initial**

Le capital social initial est fixé à la somme de 2000 euros correspondant à 20 actions de cent (100) euros de valeur nominale chacune.

#### **Article 8 \_ Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu**

En application des dispositions des articles L.231 à L.231-8 du Code de commerce, le capital social est susceptible d'augmentation au moyen de l'admission de nouveaux associés ou de la souscriptions d'actions nouvelles par les associés et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés.

Sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à deux millions (2 000 000) d'euros.

De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés dans la limite du capital minimum statutaire fixé à trente mille (30 000) euros.

Le capital social statuaire maximum et le capital social statutaire minimum pourront être modifiés par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix.

Dans les limites de la variabilité du capital fixées ci-dessus, le (ou la) président(e) a tout pouvoir pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant des associés et effectuer les inscriptions modificatives dans les comptes de la société.

Lorsque les souscriptions proviennent de nouveaux souscripteurs, autres que les associés, il est fait application de la clause d'admission prévue à l'article 12 des statuts.

Les cinq premières années suivant l'immatriculation de la société, les actions nouvelles seront souscrites à leur valeur nominale.

A compter de la cinquième année, l'assemblée générale annuelle décidera chaque année pour les cessions ultérieures, s'il y a lieu d'émettre les actions nouvelles avec une prime d'émission. Le cas échéant, l'assemblée générale décidera le montant de cette prime d'émission. Dans tous les cas les actions nouvelles devront être intégralement libérées.

Sauf dérogation accordée par décision collective à la majorité des deux tiers, à l'issue du second exercice social suivant la constitution de la Société, chaque actionnaire doit détenir moins de 10% du capital social.

En application des dispositions qui précèdent, l'actionnaire qui détiendrait un pourcentage d'actions supérieur à 10%, quelque soit l'origine de ce dépassement, souscription d'actions, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social est tenu de céder ses actions dans le délai de six mois suivant la tenue de l'assemblée générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

L'actionnaire cède les actions en surplus soit à un ou plusieurs actionnaires, soit à un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue à l'article 11.2, soit, à la société.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

## **Article 9 \_ Forme des actions - Souscriptions**

Les actions sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la société. La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

Les nouvelles actions seront souscrites au moyen d'un bulletin de souscription, établi en deux exemplaires originaux, à conserver par chacune des Parties.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom des titulaires sur le registre des mouvements et les comptes d'associés tenus par la Société à cet effet.

## **Article 10 \_ Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir la communication de documents sociaux.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix quelque soit le nombre d'actions détenues.

## **Article 11 \_ Cession d'actions**

### **11.1 Clause d'inaliénabilité**

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société. Elle est limitée à 50 % des actions détenues les deux années suivantes.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil de gestion.

### **11.2 Clause de préemption et d'agrément**

Toute cession d'actions à un tiers non actionnaire doit être prioritairement proposée aux autres actionnaires de la société. Les actionnaires disposent d'un délai de deux mois pour exercer ce droit à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président de la Société.

La notification adressée au Président comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées ;
- . Les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- . Le prix et les conditions de la cession projetée ;



A l'issue du délai de deux mois suivant la notification et à défaut d'exercice du droit de préemption par l'un des actionnaires, le cédant peut vendre à tout acquéreur de son choix, dans la limite de l'agrément du Conseil de gestion prévu ci-après.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux est soumise à l'agrément de la société dans les conditions prévues ci-après.

Le cessionnaire pressenti doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 12 relatives à l'admission d'un nouvel actionnaire.

Le Conseil de gestion se prononce sur l'agrément dans un délai de deux mois à compter de l'extinction du délai de préemption prévue ci-dessus.

Il statue à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

S'il n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que celui-ci n'a pas retiré son offre dans le délai de 8 jours, le Conseil de gestion est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un ou plusieurs actionnaire ou tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue, soit, par la société. Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions. Ces facultés peuvent être combinées.

Si, à l'expiration du délai de deux mois prévu précédemment, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est celui mentionné dans la notification ou, à défaut d'accord, fixé à dire d'experts dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

## **TITRE III**

### **ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT**

#### **Article 12 – Admission d'un nouvel actionnaire**

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir associée à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- être majeur,
- être mineur émancipé
- être mineur non émancipé représenté par son tuteur ou administrateur légal
- à compter du 3<sup>ème</sup> exercice social, souscrire un nombre d'actions représentant au plus 10% du capital social

Sauf lorsque l'admission fait déjà l'objet de la clause d'agrément prévue à l'article 11.2, toute personne sollicitant son admission doit présenter sa demande à la présidence de la Société laquelle la transmet au Conseil de gestion qui accepte ou refuse l'admission.

La notification adressée à la présidence comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées ;
- . Les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- . Le prix et les conditions de la cession projetée ;

Le Conseil de gestion statue sur l'admission à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Un représentant des héritiers d'un associé décédé ou leur tuteur peut solliciter son admission dans les mêmes conditions.

La liste actualisée des associés est communiquée à chaque assemblée générale annuelle.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'admission d'un nouveau membre, à compter du 3<sup>e</sup> exercice, pour un montant de capital supérieur à 10% du capital social, pourra être acceptée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des deux tiers.

#### **Article 13 – Retrait d'un associé**

Sauf application des dispositions concernant le capital social statutaire minimum, tout associé pourra se retirer de la société pour 50% de ses parts à la date de clôture du cinquième (5<sup>ème</sup>) exercice social suivant l'immatriculation de la société puis totalement à partir du septième (7<sup>ème</sup>) exercice.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction de se retirer pendant ces délais pourra être levée par la majorité des deux tiers du conseil de gestion.

Le retrait devra être notifié à la présidence par lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant la clôture de l'exercice.

Il prendra effet à la clôture de cet exercice social.

Dans le cas où la demande de retrait d'un associé devait être refusée du fait qu'elle aurait pour effet de ramener le capital en dessous du capital minimum statutaire tel que fixé à l'article 8 ci-dessus, le retrait, pour tout ou partie de ses actions, serait prioritairement proposé au dit associé dès que le montant du capital social le permettrait.

#### **Article 14\_ Clause d'exclusion**

Un associé peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Non-respect des statuts
- Préjudice moral ou matériel causé à la société
- Défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse
- Condamnation à une peine criminelle

#### **Procédure d'exclusion :**

La décision d'exclusion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

L'associé devra être convoqué à cette assemblée, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, résumant les griefs invoqués contre lui et l'invitant à présenter sa défense au cours de cette assemblée, soit par lui-même, soit par une personne mandatée par lui.

Il doit s'écouler un délai minimum de trente (30) jours entre la date d'expédition de la convocation et le jour de la comparution.

La décision d'exclusion est prise par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix après avis du conseil de gestion.

A défaut d'être présent ou représenté à l'assemblée générale, la décision est reportée à une seconde assemblée et l'associé est convoqué une nouvelle fois par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

A défaut d'être présent ou représenté à la deuxième assemblée générale, la décision est prise en son absence

Si la décision d'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire.

La notification de la décision d'exclusion est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le rachat des actions de l'associé exclu est fait dans le respect des clauses de préemption et d'agrément. Il se fait au maximum à la valeur nominale des actions dans le cas où l'exclusion est liée à un préjudice pour la société.

### **Article 15 – Perte de la qualité d'associé**

La perte de la qualité d'associé peut résulter des situations suivantes :

- La cession de la totalité des actions
- Le décès de l'associé
- Le retrait de l'associé
- L'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, après avis motivé du Conseil de gestion, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts.

### **Article 16 – Droits et obligations de l'associé sortant**

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions.

Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan.

Inversement, elle est augmentée de sa quote-part dans les réserves excédant les pertes figurant au bilan sauf cas d'exclusion où l'associé perçoit au maximum le montant nominal des actions.

Pour ce calcul, il est tenu compte, en cas de retrait, du bilan arrêté à la date d'effet du retrait et pour les autres cas, du dernier bilan arrêté avant l'exclusion, à moins que le Conseil de gestion ne préfère établir une situation à la date de prise d'effet de l'exclusion.

Dans tous les cas le bilan servant au calcul des droits de l'associé sortant sera établi sur la base des valeurs réelles des actifs et des passifs, arrêtées soit d'un commun accord, soit par expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le remboursement des sommes dues à l'associé, dans les conditions ci-dessus, ou à ses ayants droit, doit intervenir dans le délai fixé par le (ou la) président(e), de façon à ne pas préjudicier au bon fonctionnement de la société, sans que ce délai puisse excéder un an.

L'associé quittant la société est tenu de rembourser à celle-ci toutes sommes pouvant lui être dues, ainsi que, le cas échéant, le montant de sa quote-part dans les pertes calculées comme il est dit ci-dessus.

Ce remboursement doit être effectué immédiatement, la présidence pouvant, toutefois, accorder des délais, s'il l'estime opportun.

## **TITRE IV**

### **ADMINISTRATION – CONTROLE**

#### **Article 17 \_ la présidence**

La société est représentée, gérée et administrée par un président ou une présidente personne physique choisie parmi les associés.

Le ou la premier(e) président(e) est nommé(e) dans les statuts. En cours de vie sociale, il ou elle est nommé(e) ou renouvelé(e) par le Conseil de gestion.

Le Conseil de gestion nomme, en outre, un (ou une) vice-président(e) chargé de convoquer le Conseil de gestion et de procéder aux consultations collectives des associés en cas d'empêchement du (ou de la) président(e). En l'absence ou en cas d'empêchement du (ou de la) président(e), le (ou la) vice-président(e) préside les conseils de gestion et les assemblées d'associés.

Les fonctions de présidence et vice-présidence ne sont pas rémunérées.

La durée des fonctions du (ou de la) président(e) et du (ou de la) vice-président(e) est de 3 ans renouvelable 1 fois.

La révocation du (ou de la) président(e) et du (ou de la) vice-président(e) peut être prononcée à tout moment par le Conseil de gestion.

#### **Pouvoirs du (ou de la) président(e)**

Le (ou la) président(e) représente la société à l'égard des tiers, conformément à l'article L 227-6 du Code de commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des associés par les présents statuts ou la loi et sous réserve des pouvoirs attribués statutairement au Conseil de gestion, le (ou la) président(e) est investi(e) des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Lorsqu'il n'est pas nommé de commissaires aux comptes, le (ou la) président(e) établit un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce qu'il présente aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du (ou de la) Président(e) qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du (ou de la) Président(e) sont inopposables aux tiers.

Le (ou la) président(e) doit recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions suivantes :

- admettre un nouvel associé,
- acquérir ou céder tout élément d'actif d'un montant supérieur par opération à 2000 euros,
- prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit,
- conclure toute convention d'occupation,
- conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires
- créer ou supprimer toute branche d'activité,
- créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire

### **Article 18\_ Délégation de pouvoirs**

Le (ou la) président(e) pourra se substituer partiellement dans ses pouvoirs à autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire du (ou de la) Président(e) pour une durée n'excédant pas six mois, les pouvoirs du (ou de la) Président(e) sont délégués au (ou à la) Vice-président(e). En cas d'empêchement d'une durée supérieure ou de décès du (ou de la) Président(e), le Conseil de gestion peut procéder à son remplacement dans les conditions prévues aux articles 17 et 19.

### **Article 19\_ Conseil de gestion**

Le Conseil de gestion est composé de six à douze membres choisis parmi les associés.

Les associés s'efforcent de respecter la parité et accorde une priorité au sexe minoritaire. Il s'efforce de respecter une représentation équitable des différents types d'actionnaires : habitants, collectivités, entreprises, autres personnes morales, propriétaires de toits. Il s'efforce également de représenter les différentes zones du territoire

Les premiers membres du Conseil de gestion sont désignés dans les statuts.

Par la suite, les membres du Conseil sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions à la majorité simple par décision collective des associés qui peuvent les révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

Le (ou la) président(e) est membre de droit du Conseil de gestion dont il (ou elle) assure la présidence. En son absence ou en cas d'empêchement du (ou de la) présidente, le Conseil de gestion est présidé par le (ou la) Vice-président(e). En cas d'absence ou d'empêchement du (ou de

la) Vice-président(e), les membres du conseil de gestion désignent un ou une président(e) de séance.

Le mandat des membres du Conseil de Gestion est de 3 ans renouvelable par tiers tous les ans à compter de la quatrième année. Il sera procédé à un tirage au sort la 4<sup>ème</sup> et la 5<sup>ème</sup> année.

Le Conseil de gestion détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des associés, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Il arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'assemblée générale annuelle des associés ainsi que la proposition d'affectation des résultats.

Il convoque l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'assemblée générale

Par suite de l'assemblée générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des dividendes.

Il est, en outre, compétent pour les pouvoirs spécifiques qui lui sont attribués par les statuts, notamment le (ou la) président(e) devra recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions figurant à l'article 17.

Le Conseil de gestion met en œuvre la procédure d'agrément.

Il peut, au vu de circonstances particulières dûment motivées, lever l'interdiction d'aliéner pour un actionnaire en statuant à la majorité des deux tiers

Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associé.

Le Conseil de gestion se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et, au moins une fois tous les trois mois. Il a l'obligation d'informer les actionnaires par une lettre d'information au moins deux fois par an et par une mise à jour régulière sur le site des centrales villageoises.

Le conseil de gestion est convoqué par son (ou sa) président(e), ou, en cas d'empêchement du (ou de la) président(e), par le (ou la) vice-président(e) par tout moyen écrit (lettre, courriel, télécopie) 10 jours ouvrables à l'avance. En cas d'urgence, le Conseil de gestion peut être réuni sans délai. La convocation précise l'ordre du jour.

Pour toutes les décisions, le Conseil de gestion statue à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés. Le quorum pour valider une décision est des deux tiers des membres élus. En cas de partage, la voix du (ou de la) Président(e) compte double.

Chaque membre peut se faire représenter à la séance d'un Conseil de gestion dans le cadre d'un mandat écrit donné à un autre membre ou à défaut au (ou à la) président(e). Le nombre de mandat par personne est limité à 1.

Les décisions et avis du Conseil de gestion sont constatés dans des procès-verbaux signés par le (ou la) président(e) de séance et au moins un autre membre du comité et conservés dans un registre spécial.

Dans les rapports avec les tiers, la société n'est engagée que par le (ou la) président(e) qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil de gestion.

## **Article 20\_ Commissaires aux comptes**

A la constitution de la Société, il n'est pas nommé de commissaires aux comptes.

Le conseil de gestion se laisse la possibilité de nommer un commissaire aux comptes. En cours de vie sociale, si la société venait à remplir les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle venait à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société devra être effectué par un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant désignés par décision collective des actionnaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

## **Article 21\_ Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce, le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le (ou la) président(e) de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le (ou la) président(e) et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.



## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES**

#### **Article\_22 – Droits de vote - Représentation. Conditions de majorité**

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Pour la prise de décision collective, il est fait référence aux stipulations de l'article 10 des statuts.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre actionnaire de la société. Il peut aussi voter par correspondance.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité ou une majorité particulière en application des dispositions légales ou des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix.

Requièrent, notamment, une décision unanime des associés conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'obligation pour un associé de céder ses actions et la suspension de ses droits non pécuniers.

#### **Article\_23 – Décisions obligatoirement prises par les associés.**

Les décisions en matière d'augmentation ou de réduction de capital (en dehors de l'application de la clause de variabilité du capital social), d'amortissement, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes (le cas échéant), de comptes annuels et de bénéfices ainsi que l'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce sont, dans les conditions prévues par les statuts, exercées collectivement par les associés.

Relèvent, également, de la décision collective des associés les décisions suivantes :

- Toute autre modification statutaire,
- La nomination des membres du Conseil de gestion, leur révocation,
- La prise de participation de la société dans tout groupement ou société
- La poursuite de la société ou sa dissolution en cas d'insuffisance de s capitaux propres
- Décider ou autoriser l'émission d'obligations et en fixer ses modalités ou déléguer au Président ou au Conseil de gestion les pouvoirs pour réaliser l'émission d'obligation et en arrêter les modalités

- le dépassement du seuil de détention du capital au-delà de 10%, par un actionnaire ou toute personne souhaitant entrer au capital

#### **Article\_24 – Modalités de consultation des associés**

Toutes les décisions collectives pourront être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore dans un acte signé par tous les associés. Le choix de la forme de la décision collective appartient au (ou à la) président(e).

Toutefois, l'assemblée générale est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes sociaux.

Le (ou la) président(e) est aussi tenu de convoquer l'assemblée générale lorsque l'ordre du jour comprend un point relatif à l'exclusion d'un associé ou lorsqu'il s'agit de statuer sur la poursuite ou la dissolution de la société du fait de l'insuffisance des capitaux propres.

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le (ou la) président(e) sauf lorsqu'il s'agit de l'assemblée générale annuelle où celle-ci est convoquée par le Conseil de gestion.

Les convocations sont signées du président, ou en cas d'empêchement du président, par le vice-président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes, s'il en est nommé, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée, ou par voie électronique avec accusé de réception (sauf lorsqu'au moment de son admission l'associé aura souhaité être convoqué uniquement par courrier). La convocation est adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le (ou la) président(e) ou, en son absence ou son empêchement par le vice-président. A défaut, l'assemblée désigne parmi les associés présents son président de séance.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le (ou la) président(e).

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

L'ordre du jour de l'assemblée (ou bien : de la consultation à distance), qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

### **Article\_25 – Procès-verbaux**

Toute décision collective prise par les associés est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le (ou la) président(e) et un autre actionnaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai susvisé est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal mentionnant la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le (ou la) président(e).

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

## **TITRE VI**

### **COMPTES SOCIAUX – REPARTITION DES RÉSULTATS**

#### **Article 26 \_ Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Par exception le premier exercice commencera le jour d'immatriculation de la société et se clôturera le 31 décembre de l'année suivante.

#### **Article 27 \_ Inventaire et comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. À la clôture de chaque exercice, le Conseil de gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il présente les comptes annuels de l'exercice, il arrête des comptes annuels et soumet l'approbation des comptes de l'exercice aux associée-es à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du résultat de gestion, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil de gestion établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

#### **Article 28\_ Approbation des comptes annuels et répartition des résultats**

L'assemblée générale des associés est appelée à statuer collectivement sur l'approbation des comptes de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture, le Conseil de gestion arrête les comptes, et établit un rapport de gestion qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Après approbation des comptes annuels et constatation d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine, sur proposition du Conseil de gestion, la part attribuée à la réserve et la part distribuée aux associés sous forme de dividendes. Aucun dividende ne sera versé durant les cinq premiers exercices.

En plus de la réserve légale, La société s'oblige à mettre en réserve 50% des bénéfices. Au-delà du cinquième exercice, l'Assemblée Générale peut décider chaque année du taux de mise en réserve.

### **Article 29 \_ Paiement des dividendes**

Le paiement des dividendes se fait dans les conditions arrêtées par le Conseil de gestion lors de sa première réunion suivant l'Assemblée Générale.

Ce paiement sera versé aux associés sauf demande d'inscription en compte pour versement ultérieur faite par ceux-ci à la souscription des actions.

### **Article 30 \_ Utilisation des réserves**

L'Assemblée générale décide de l'affectation des réserves (hors réserves légales de 5%).

## **TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION**

### **Article 31 \_ Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider en assemblée générale s'il y eu lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

### **Article 32 \_ Dissolution, liquidation, prorogation**

Hors cas prévus par la loi, les associés peuvent décider la dissolution volontaire anticipée par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires, un an au moins avant la date d'expiration de la société.

### **Article 33 \_ Contestations**

Toute contestation qui pourrait s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la société, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à l'arbitrage d'un organisme habilité ou au tribunal compétent du lieu d'immatriculation de la société

Chacune des parties désignera un arbitre, puis les arbitres désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. À défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du (ou de la) Président(e) du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du (ou de la) Président(e) du tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel. Les honoraires des arbitres seront supportés à égalité par les parties.

Les parties attribuent compétence au Président du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

## **TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 34 \_ Engagement pour le compte de la société avant la signature des statuts**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Préalablement à la signature des statuts et conformément à l'article R.210-6 du Code de commerce, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société, a été présenté aux soussignés, étant précisé que ledit acte a été tenu à la disposition des actionnaires trois jours au moins avant la signature des présentes.

Cet état est annexé aux présents statuts et sa signature emportera reprise de ces engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 35 \_ Mandat de prendre des engagements pour le compte de la société entre la signature des statuts et son immatriculation**

Les soussignés, membres fondateurs de la société « SAS Centrales villageoises Portes du Vercors » société par actions simplifiée à capital variable, au capital de 2000 euros, dont le siège social est à La mairie De Saint-Just-de Claix, 38680 donnent mandat au Président, Monsieur Jacques REGNIER demeurant cote rouge, 35 rue du petit pont, 38680 Saint-Just-de-Claix de prendre au nom et pour le compte de la Société entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

C'est ainsi que Monsieur Jacques REGNIER est autorisé dans le cadre de son mandat et pour le compte de la société à passer les engagements jugés urgents et conforme à l'intérêt social, encaisser toutes sommes, faire toutes déclarations, acquitter toutes taxes ou impôts, signer toutes pièces et en général faire le nécessaire.

Les soussignés donnent également mandat à Monsieur Jacques REGNIER pour accomplir toutes les formalités de constitution et notamment :

- Effectuer les publicités légales, dépôts de pièces et insertions ;
- Faire toutes déclarations exigées par les administrations fiscales ou autres ;
- Faire immatriculer la société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- Payer les frais de constitution ;

Les soussignés donnent également mandat au président pour :

- Signer tous actes, formules, pièces, registres et procès-verbaux nécessaires, faire toutes déclarations, fournir toutes justifications utiles, élire domicile et substituer.

### **Article 36 \_ Désignation du premier Président et du premier Vice-président**

Le premier Président de la société, nommé aux termes de l'article 17 des statuts, pour une durée de trois ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est :

M. Jacques REGNIER, né le 01/10/1954 à Saint-Jean-en-Royans, divorcé, de nationalité française et demeurant cote rouge, 35 rue du petit pont, 38680 Saint-Just-de-Claix

M. Jacques REGNIER accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

Le premier Vice-président de la société, nommé aux termes de l'article 17 des statuts, pour une durée de trois ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 est :

M. Lionel JACOTOT, né le 26/11/1959 à Dijon, marié, de nationalité française et demeurant à Le vivier, 38160 Murinais

M. Lionel JACOTOT accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

### **Article 37 \_ Désignation des premiers membres du Conseil de gestion**

Les 11 premiers membres du Conseil de gestion, nommés aux termes de l'article 19 des statuts, pour une durée de 3 ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sont :

M. Biard Jean Louis, né le 01/09/1958 à Lyon 6<sup>ème</sup>, marié, de nationalité française et demeurant à les Amours 267 Chemin Font Caborne, 3816 Saint Verand

M. Blanquet Christian né le 14/11/1951 à Paris 15<sup>ème</sup>, Pacsé, de nationalité française et demeurant 17 rue de Bonne, 3800 Grenoble

M. Daccord Alain, né le 26/12/1948 Le MANS 72, Pacsé, de nationalité française et demeurant 3 rue Pierre et Marie Curie 38000 Tullins

M. Jacotot Lionel, né le 26/11/1959 à Dijon, Marié, de nationalité française et demeurant à Le Vivier 38160 Murinais

M. Jacques Dominique, né le 31/05/1949, à Paris 15<sup>ème</sup>, Marié, de nationalité française et demeurant à Montée de l'Enchère 38680 Saint André en Royans

M. Martinez Patrick, né le 23/04/1964 à Voiron, Célibataire, de nationalité française et demeurant aux 15 chemins de la Bergette 38680 Saint André en Royans

M. Ogier Jean Louis, né le 10/06/1963 à Grenoble, Marié, de nationalité française et demeurant aux 5 rue des Cyprès, 38160 Saint Verand

M. Potié Jean Claude, né le 01/02/1945 à Paris 15<sup>ème</sup>, Marié, de nationalité française et demeurant aux 9 chemin du Pont 38160 Izeron

M. Jacques Régnier, né le 01/10/1954 à Saint-Jean-en-Royans, divorcé, de nationalité française et demeurant cote rouge, 35 rue du petit pont, 38680 Saint-Just-de-Claix

Mme. Reynaud Dominique, née le 23/05/1957 à Saint-Vallier-sur-Rhône, Divorcée, de nationalité française et demeurant aux 10 impasse du ruisseau le Sert 26190 Saint Jean en Royans

Mme. Vincent Monique, née le 30/05/1955 à Valence, Mariée, de nationalité française et demeurant aux 90 Lot le Maugiron le Mollard 38160 Saint Marcellin

Lesquels acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur désignation et l'exercice de leurs fonctions.



Fait à Saint-Marcellin

Le 4 juillet 2016

En huit exemplaires originaux, dont un pour être déposé au siège et deux pour les formalités d'enregistrement et de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

**Les actionnaires (paraphes et signatures)**

**Le président** (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président » suivie de sa signature)

**Le Vice-président** (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Vice-président » suivie de sa signature)

**Les membres du Conseil de gestion (mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de gestion » suivie de leur signature)**

M. Jean-Louis BIARD

M. Christian BLANQUET

M. Alain DACCORD

M. Lionel JACOTOT

M. Dominique JACQUES

M. Patrick MARTINEZ

M. Jean-Louis OGIER

M. Jean Claude POTIE

M. Jacques REGNIER

Mme. Dominique REYNAUD

Mme. Monique VINCENT

**« SAS Centrales Villageoises**

**Portes du Vercors »**

**Société par actions simplifiée à capital variable**

**Au capital de 2000 euros**

**Siège social : Mairie, 22 Place de L'Eglise, St Just de Claix 38680**

**RCS de Grenoble**

**En cours de Formation**

**ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION  
PRÉALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS**

**NEANT**